Que font-elles en politique? de Manon Tremblay et Réjean Pelletier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, 284 p.

Jocelyne Praud

Numéro 27, printemps 1995

L'élection fédérale canadienne de 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040384ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040384ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Praud, J. (1995). Compte rendu de [*Que font-elles en politique?* de Manon Tremblay et Réjean Pelletier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, 284 p.] *Revue québécoise de science politique*, (27), 261–264.
<https://doi.org/10.7202/040384ar>

Que font-elles en politique?

de Manon Tremblay et Réjean Pelletier, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995, 284 pages.

Le livre de Manon Tremblay et Réjean Pelletier s'inscrit dans le courant des ouvrages sur les militantes et les militants des partis politiques et des syndicats québécois écrits par Ginette Legault, Guy Desrosiers et Evelyne Tardy, *Militer dans un parti provincial* (1988), et par Anne-Marie Gingras, Chantal Maillé et Evelyne Tardy, *Sexes et militantisme* (1989). Cependant, l'ouvrage de Tremblay et Pelletier porte sur une autre catégorie de personnes impliquées en politique: les parlementaires (plus précisément 24 femmes et 24 hommes québécois qui siégeaient à l'Assemblée nationale du Québec et à la Chambre des communes du Canada au début des années 1990). En bref, l'étude vise à déterminer si l'expérience des députées aux différentes étapes de leur carrière politique — l'entrée en politique, l'exercice du pouvoir et le départ de la vie politique — rejoignait ou non celle de leurs collègues masculins. Au départ, Tremblay et Pelletier pensaient que leur recherche ferait surtout ressortir les différences existant entre le cheminement politique des élues et celui des élus. Toutefois, les informations recueillies par questionnaire et au cours d'entretiens de type semi-directif les amenèrent à nuancer leur perspective de départ et à conclure que «([l]es femmes et les hommes, qui se voient confrontés à des expériences différentes en politique, se rejoignent cependant sur certains points» (p. 231).

Le premier chapitre est consacré à l'accès à la scène politique. Tremblay et Pelletier démontrent que les obstacles auxquels les femmes doivent faire face — les responsabilités familiales, les règles du jeu politique et la pérennité du modèle de l'*homo politicus* dans l'esprit des *establishments* locaux chargés de recruter les candidats aux élections — expliquent leur sous-représentation au sein des institutions

parlementaires. Une des conclusions originales de ce chapitre est que les responsabilités familiales n'affectent pas seulement l'engagement politique des femmes, mais aussi celui des hommes.

Les quatre chapitres suivants portent sur la gestion du pouvoir et tout particulièrement la façon dont les parlementaires appréhendent leur rôle (chapitre 2), les relations entre les députées et les députés (chapitre 3) et leurs rapports à la cause des femmes et au féminisme (chapitres 4 et 5). En ce qui concerne la conception du rôle de parlementaire, les femmes et les hommes se distinguent peu. Elles et ils accordent plus d'importance au rôle d'intermédiaire entre l'État et la population qu'à ceux de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale. Les répondantes et les répondants reconnaissent aussi que les femmes et les hommes ne gèrent pas le pouvoir de la même façon (et ce pour des raisons d'ordre biologique, culturel et sociologique).

Selon Tremblay et Pelletier, les entretiens mettent trois modèles de rapports femmes-hommes en évidence: le modèle du partenariat (ou égalitaire), le modèle paternaliste (ou protectionniste envers les femmes) et le modèle sexiste (ou inégalitaire). Ces trois modèles montrent que «la politique constitue un univers pensé et construit par et pour les hommes» (p. 122). En effet, même dans le modèle du partenariat, les élues doivent remplir leurs fonctions selon les critères arrêtés par et pour les hommes afin d'être traitées d'égal à égal par leurs collègues masculins.

Les quatrième et cinquième chapitres examinent les rapports que les élues et les élus entretiennent à la cause des femmes et au féminisme. La proposition selon laquelle les députées ont la responsabilité particulière de représenter la population féminine est soutenue par deux législatrices sur trois et rejetée par deux législateurs sur trois. Cette nette différence de sexe laisserait à penser que les élues sont plus enclines à endosser les demandes exprimées par le mouvement féministe que leurs confrères. Pourtant, ce n'est pas ce qui ressort des entretiens et du questionnaire distribué aux députées et députés afin de sonder leur «conscience féministe» (c'est-à-dire leur identification à un groupe social particulier et leurs opinions sur l'action collective des femmes,

le pouvoir des femmes par rapport à celui des hommes et vice versa et la légitimité des disparités sociales existant entre les sexes). En effet, la plupart des élues et des élus soutiennent l'amélioration du statut social des femmes prôné par le mouvement féministe, mais pas les moyens d'action peu orthodoxes utilisés par certaines des militantes de ce mouvement. De plus, les réponses des députées au questionnaire sur la conscience féministe étant tout aussi ambivalentes que celles de leurs homologues masculins, Tremblay et Pelletier concluent qu'«on ne peut parler d'une véritable conscience féministe chez les femmes élues» (p. 201) qui les distinguerait vraiment des législateurs.

Les satisfactions et insatisfactions à exercer le pouvoir de même que les conseils prodigués aux nouvelles recrues de la politique ne permettent pas non plus de différencier clairement les élues et les élus. On notera toutefois que les femmes considèrent «les compromis dans les convictions» et les hommes «le temps à ne pas pouvoir consacrer à la famille» comme étant leur principal facteur d'insatisfaction en politique.

Ce livre s'adresse aux politologues qui s'intéressent à la participation politique des femmes et aux personnes qui envisagent de se lancer en politique. Les politologues y trouveront une revue exhaustive des publications québécoises, canadiennes, américaines et européennes sur les femmes et la politique ainsi que de nombreuses pistes de recherche. La conclusion concernant la faible conscience féministe des femmes députées et surtout l'importance de cette conclusion pour la représentation des femmes dans l'arène parlementaire retiendront leur attention. Pour Tremblay et Pelletier, l'augmentation du nombre des législatrices ne peut garantir une véritable représentation politique des femmes. Seuls des élues et des élus qui se réclameraient des idéaux du mouvement féministe pourraient réellement faire avancer les dossiers relatifs aux conditions de vie de la population féminine.

Les chapitres concernant les relations entre les députées et les députés et le départ de la vie politique devraient intéresser celles et ceux qui aspirent à une carrière politique. Les nombreux extraits des entretiens ainsi que l'analyse que

Tremblay et Pelletier en font devraient donner aux politiciennes et politiciens en herbe une idée de ce que le monde politique leur réserve et les aider à se préparer en conséquence.

En résumé, voici un ouvrage qui est bien ancré dans la littérature sur les femmes et la politique et qui traite lucidement de sujets originaux tels que l'absence d'une solidarité féminine en politique, l'ambivalence des élues envers le féminisme et les raisons pour quitter la vie politique. Il faut souligner que ce livre s'adresse à une clientèle avisée, mais pas exclusivement universitaire. Plusieurs des thèmes abordés n'étant pas spécifiques au monde politique, les lectrices qui évoluent dans d'autres sphères où les hommes sont majoritaires feront probablement le rapprochement entre leur propre expérience et celle des élues.

Jocelyne Praud
University of Toronto